

# Le libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE  
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10)

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

## Patriotisme Anarchisant

Moins cyniques que les théologiens du nationalisme intégral, les patriotes libéraux se rattrapent par l'hypocrisie. Ils s'efforcent de parer la patrie des réquins du prestige moral d'une belle démission.

*Ubi bene ibi patria* — dit l'antique sage.

« La patrie est aux lieux où l'on se sent aimé » chantait un poète.

Ce proverbe et ce vers résument la doctrine libérale de la patrie. Celle-ci n'aurait rien à voir avec la race, la langue et l'histoire. Elle n'existerait que dans la mesure où les citoyens s'aiment et l'aiment. Elle consiste, d'après Renan, dans « le désir clairement exprimé de continuer la vie commune ». « Elle est, — d'après A. Croiset, — un organisme harmonieux, non oppresseur, où toutes les formes de l'activité de chacun peuvent se développer librement pour la satisfaction de ses intérêts matériels et/ou ses besoins sentimentaux. » « Pour la créer, — dit Cazes, — une condition est absolument nécessaire mais elle suffit : la communauté de sentiments et de volonté. Appartiennent à une nation les personnes qui veulent en être. » Pour Rauh et Revault d'Allonne également, « la patrie n'est que volonté d'être unis ».

Corollaire des principes de 1789, cette hésitation, — opposée au « nationalisme Brutal » allemand, — devint rapidement classique après les solennelles protestations des Alsaciens-Lorrains et le retentissant discours de Renan en 1887. Les école de la popularisent. La dernière guerre fut présentée comme une lutte entre les deux conceptions du principe des nationalités — et la plupart des politiciens de l'Entente se poseront en champions de la thèse française. En proclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Wilson s'y rattacha.

Cette doctrine fait de la patrie le résultat d'un contrat libre et perpétuellement revisable « que chacun a le droit de juger, de n'accepter que ceux qui sont bénéfice d'inventaire », (Rauh et R. d'Allonne). Les générations passées ne peuvent pas enchaîner les générations futures — et les aspirations légitimes de chaque groupe, de chaque homme ne doivent pas être étouffées par des accords que ne soient point, à chaque instant, librement acceptés.

Les conséquences de ce libéralisme ont été dégagées par ses adversaires : « Si la patrie — dit Gérard Varet (Revue de Paris, 15-09) — est dans la mesure où on la veut, inversement elle cessera d'être dans la mesure où l'on cesse de la vouloir... C'est la libre volonté qu'on dresse à la cime de la vie sociale, soit ! Mais la même volonté fait les groupes et elle les défaill. Par définition, elle est le pouvoir des contraires. Elle est, à son choix, principe d'action collective et principe d'anarchie ». Le jour où les hommes d'un même pays se refusent à mettre en commun leurs sentiments et leurs désirs, pourquoi les forcerait-on à continuer la vie de famille ? Imaginez un instant, en 1907, le Languedoc fermement décidé à la scission complète : un soulèvement universel d'indignation aurait répondu suivi d'un effort désespéré de répression et de retour à l'unité. Et cependant une telle répression eût été une contradiction, car, en vertu même de la définition du patrioisme, on ne devrait pas maintenir, par la force, une ancienne union avec une ancienne patrie. Les minorités devraient pouvoir se séparer des groupes nationaux avec lesquels elles ne fraternisent plus... Et cela si infimes soient-elles, même s'il s'agit de la cellule du corps social, de l'individu — car ce ne sont pas les droits de l'homme qui dérivent du droit des peuples mais les droits des peuples qui « seraient la conséquence et l'extension des droits de l'homme. L'antipatriotisme devient ainsi la doctrine de la patrie *ad libitum* portée à l'absolu ».

Craignant ces conséquences logiques, certains préconisent le retour brutal à la conception autoritaire. Mais cela n'aurait point sans inconvénients : la thèse libérale offre tant de ressources ! Grâce à elle, on a pu entretenir en France, — au sujet de l'Alsace-Lorraine, — le feu sacré du chauvinisme. Aux applaudissements des amis de la Justice et du Droit, on a pu déchiqueter l'Autriche-Hongrie, créer le rempart polono-néerlandais pour arrêter l'expansion germanique vers l'Orient et la poussée russe vers l'Occident. Manif avec circonspection, le principe des nationalités est un précieux instrument diplomatique. — De plus, en niant ouvertement les droits des minorités dissidentes et des individus, on se condamnerait à rejeter, du même coup, une grande partie du bagage démocratique qui sort encore de masque et de tremplin à la bourgeoisie.

Aussi continue-t-on à proclamer « le droit égal de tous les hommes » (Gas-

quet). Solennellement on affirme que l'individualisme qui réclame la liberté pour tous... n'enseigne pas l'égoïsme mais la justice » (Darlu). On déclare que « chacun peut disposer de soi-même et choisir sa patrie » (T. Lavisson).

Seulement, n'est-ce pas ? il est des accommodements avec la logique comme avec le ciel — et c'est pourquoi l'évangile des patriotes libéraux est semblable à celui des Jésus : après chaque règle, des restrictions. On puise, à pleines mains, dans l'arsenal de la casuistique pour limiter sagement les effets désastreux (pour quelques frictions) de principes dont on reconnaît la vérité... théorique et la beauté. On se retranche prudemment derrière les impossibilités d'application. Quand le principe de libre disposition des peuples devient gênant, on le foule aux pieds en invoquant des nécessités politiques, militaires, linguistiques, ethnologiques, religieuses... On ne conteste pas les droits des minorités au sein des petits Etats — mais, dans les grandes puissances, les groupes dissidents doivent continuer à se plier aux décisions des majorités. L'on accorde aux Turcs en Macédoine des libertés qu'on refuse aux Hindous, aux Egyptiens, aux Irlandais, aux Marocains. — Même opportunité, dans ce qui concerne le service militaire obligatoire. On proclame que la liberté et la vie de tous les hommes doivent être respectées — et l'on impose à des millions d'entre eux le pire esclavage. On fusille ou on jette dans les bagnes ceux qui, — suivant jusqu'au bout la doctrine de la patrie *ad libitum*, — prétendent ne défendre aucun pays, leurs sympathies n'allant à aucun. En approuvant la servitude sanglante, en obligeant l'antipatriote ou l'indifférent à prendre les armes pour défendre une union qu'il abhorre ou qui ne lui importe nullement, le patriote libéral rende implicitement sa conception de la patrie... *Video meliora probaque deteriora lata...*

Ne nous étonnons point de ces contradictions flagrantes entre les principes et les applications. L'idée libérale de patrie ne peut actuellement correspondre à aucune réalité. Comment y aurait-il communauté de sentiments et de volonté là où les intérêts se heurtent en d'apres conflits au lieu de s'harmoniser ? Quelle ironie de parler de la satisfaction des besoins matériels et sentimentaux de chacun alors que les uns vivent de l'écrasement de leurs compagnies ! Et, surtout, quelle impudence d'oser qualifier de non-oppressives des organisations collectives où la liberté est mesurée au compte-gouttes et où l'oppression de l'homme par l'homme est légalisée et codifiée !

Dans son discours au Trocadéro, — le 11 mars 1923. — Anatole France s'extasiait devant la définition renanienne de la patrie. « C'est la plus belle, la plus pacifique, la plus conforme à l'esprit qui qu'on ait encore donnée », s'enthousiasmait-il. Mais il oubliait de préciser que cette définition n'est, et ne peut être qu'un masque hypocrite tant que subsisteront le Patronat et l'Etat. C'est pourquoi Villain est en liberté, et pourtant il tua : Cottin est toujours en prison... pour n'avoir pas tué... sans doute !

André LE TOURNEUR.

Afin de faciliter notre travail d'administration et de réaliser le maximum d'économie, de temps et d'argent, les camarades qui ont des fonds à faire parvenir à l'ADMINISTRATION du LIBERTAIRE sont INSTAMMENT priés d'utiliser le

chèque postal Soustelle 516-67 Paris.

J. GALY.

## L'AFFAIRE DATO

C'est au mois de septembre que commença le procès de nos camarades libéraux et syndicalistes impliqués injustement dans l'affaire Dato.

Dès notre prochain numéro, nous publierons des articles sur ce procès, l'un des plus ignobles procès de l'histoire.

Comme pour Sacco et Vanzetti, il faudra faire vite et agir universellement sur l'opinion publique.

## POUR L'EDIFICATION DES SYNDICALISTES

## Aveux

« Le syndicalisme non seulement ne se suffit pas à lui-même, mais encore il ne suffit à rien du tout. »

SEMARDE  
(Congrès des Cheminots  
2 août 1923.)

« Vous voulez que l'I. S. R. soit absolument autonome. Nous ne commettrons pas ce crime, parce que la Révolution russe, la Révolution allemande qui vient, ont besoin de l'action combinée de l'I. C. et de l'I. S. R. »

MONMOUSSEAU  
(Congrès des Cheminots  
3 août 1923.)

## POUR COTTIN Une manifestation à l'Opéra-Comique

Pendant une représentation de *Mireille* au Théâtre National de l'Opéra-Comique, quelques jeunes camarades des Jeunesse ouvrières ont débordé de rappeler, au sein même de ses distractions, à une bourgeoisie spoliatrice et ploutocratique, que, tandis qu'elle était là, bayant, à écouter les sanglots de l'héroïne de *Mistral*, il est des mères qui pleurent sous les murs d'une prison ou gémissent leurs enfants incarcérés pour avoir osé chamer en fort tenuer une parole de révolte et de vérité.

Un beau milieu du 3<sup>e</sup> acte il tomba des cintres une phaie de tract demandant la libération de Cottin qui, soulignant le « duo des hirondelles », vint s'abattre en volant sur la beauté des spectateurs venus la digérer au son des violons.

Ce fut un « tollé » général du partage aux balcons, et tels les ci-devant de 93, entendant monter dans la rue le « Ça ira ! » des révoltés, les bourgeois condamnés à mort, contre tous les Etats capitalistes ? Qui prétendait voir notamment dans le bolchevisme l'ennemi de ce mercantilisme luttant pour le succès duquel des millions d'êtres humains se massacrèrent de 1914 à 1919 ?

Alors donc ! Tout cela n'est que calomnie. Et les agences officielles du pouvoir communiste s'en indignent en termes qu'ose reproduire *l'Humanité* à la face de ses amis de lecteurs. Lisez donc plutôt :

## POUR LE PROLÉTARIAT Les "relations amicales" d'un Gentleman

Qui prétendait encore que l'Etat bolchevique était la forteresse du prolétariat mondial, en guerre incessante, acharnée, à mort, contre tous les Etats capitalistes ? Qui prétendait voir notamment dans le bolchevisme l'ennemi de ce mercantilisme luttant pour le succès duquel des millions d'êtres humains se massacrèrent de 1914 à 1919 ?

Alors donc ! Tout cela n'est que calomnie. Et les agences officielles du pouvoir communiste s'en indignent en termes qu'ose reproduire *l'Humanité* à la face de ses amis de lecteurs. Lisez donc plutôt :

Un campagne conservatrice contre Rakovsky

Londres, 3 août. — (Humanité) — L'agence télégraphique russe *Rosla* publie une déclaration de Tchitchérine au sujet d'attaques contre le *Libertaire* et contre la *Morning Post* d'autres qui furent formées à la Chambre des Communes par M. Erskine Bolt et M. Archer-Shee. Ce dernier avait dépeint Rakovsky comme « une vipère antifasciste » (3).

Tchitchérine dit que les extraits publiés par la *Morning Post*, soi-disant pris dans le *Proletarian* de Kharkov et dans le *Communist*, sont fausses.

Quant au pamphlet : « Angleterre et Russie », que l'on a reproché à Rakovsky, il n'est que la réimpression de son discours du 14 mai, alors que la crise anglo-russe était à son point culminant. Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le but principal du gouvernement russe en nommant Rakovsky à la tête de la délégation à l'Assemblée nationale, il n'est que la réimpression de son discours du 14 mai, alors que la crise anglo-russe était à son point culminant. Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Et c'est que la réimpression de son discours du 14 mai, alors que la crise anglo-russe était à son point culminant. Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

Le *Libertaire* et *l'Humanité* ont démenti ces accusations de la situation à ce moment-là. Ce discours n'était qu'une réponse à des déclarations de personnes importantes de Grande-Bretagne.

## POUR LA "LIBERTAIRE" QUOTIDIEN L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

Le Congrès décidé par le Comité d'Initiative de l'UNION ANARCHISTE se tiendra à Paris, salle de l'Union des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau (métro Combat), les dimanche 12 et lundi 13 août prochain.

Les séances auront lieu de neuf heures du matin à midi et de deux heures du soir à sept heures.

Elles seront entièrement consacrées à l'étude et à la discussion approfondie du projet de transformation du « Libertaire » hebdomadaire en « Libertaire » quotidien et de toutes les questions d'ordre moral et matériel qui se rattachent à la réalisation de ce projet.

1<sup>er</sup> Nécessité, pour l'UNION ANARCHISTE, d'avoir un journal quotidien ; Rapporteur : BASTIEN ;

2<sup>o</sup> Fonds indispensables au lancement et à la publication de ce quotidien ;

3<sup>o</sup> Moyens propres à réunir ces fonds ; Rapporteur : LEON LOUIS ;

4<sup>o</sup> Orientation générale du LIBERTAIRE QUOTIDIEN. Aperçu de ce que contiendront ses quatre pages ; Rapporteur : COLOMER ;

5<sup>o</sup> Conseil d'Administration du LIBERTAIRE QUOTIDIEN. Mandat, pouvoirs et responsabilités de ce Conseil ; Rapporteur : FERANDEL





nous qui sommes syndiqués) de n'être pas que des cochons de payants.

Par le jeu des majorités, nous sommes adhérents à l'I.S.R. et avons peut-être le droit, sans pour cela froisser le dictateur confédéral français, de lui demander quelques éclaircissements sur certaines actions de cette Internationale.

L'I.S.R. publie deux fois par mois un bulletin, édité par son bureau, et dont l'administration a son siège 144, rue Pélerin.

Or, dans le numéro du 29 juin, en deuxième page, sixième colonne, nous lisons cette note :

Le présent Bulletin remplace celui composé jusqu'ici à la machine à écrire. Il est adressé à tous les abonnés du journal *La Vie Ouvrière*. Du plus, son service est fait aux organisations syndicales et aux journaux corporatifs et communistes.

Et voilà ! Il n'y a pas de subordination !

Mais en vaut de quoi et à quel titre les abonnés de la *Vie Ouvrière* vont-ils recevoir le bulletin de l'I.S.R., publié avec l'assent de syndicats français ?

La *Vie Ouvrière* est-elle le journal officiel de la C.G.T.U. et les abonnés de la *Vie Ouvrière* sont-ils les seuls syndiqués ?

Et qui donc a pris cette initiative et s'est permis cet abus d'autorité ?

Un Congrès du Bâtiment, Lecoin demandait d'où venait l'argent. Est-ce que nous sommes sur la bonne route, et n'est-ce pas une curieuse remarque de constater que le relèvement budgétaire de la *Vie Ouvrière* coïncide avec le lancement du nouveau bulletin de l'I.S.R. ?

En tout cas, sans pénétrer dans la cuisine du journal à Monnoussie, il voudra bien condiscerner à nous dire quelles sont les raisons pour lesquelles les abonnés de la *Vie Ouvrière* et les journaux communistes ont le privilège de recevoir gratuitement les bulletins de l'I.S.R., payés, nous supposons, avec l'argent des syndiqués.

Et nous voulons espérer qu'il se trouvera, au sein de la minorité de la C.E. ou de la C.G.T.U., un camarade pour protester contre de tels procédés.

Nous ne pensons pas que nous versions chaque mois des cotisations pour engranger les représentants du Parti Communiste à la C.G.T.U. et pour faire la politique électorale du secrétaire confédéral auprès de ses abonnés de la *Vie Ouvrière*.

J. GHAZOFF.

## Vive la Subordination !

Après tant d'autres, voici Midol. Dans un article paru dans l'organe des « absorptionnistes » du syndicalisme révolutionnaire, il se dépose un mal terrible pour nous dire qu'il se moque du syndicalisme comme de sa première coute. Un de plus à ajouter à tous ceux et siégeant nombreux qui attendent que le vent aitagi sur la girouette pour s'empresser de marcher dans la même direction. En cette circonstance, le vent est un vent malin chargé d'infâmes, et pour peu qu'il continue à souffler sur le syndicalisme français, celui-ci ne tardera pas à tomber en pâturefaction.

La secte dont Midol est celle des plus ardents défenseurs du syndicalisme révolutionnaire, une secte qui groupe des hommes qui placent le syndicalisme au-dessus des partis et qui ne craignent pas de déclarer que les producteurs sont tout et les bavards rien.

L'Internationale de Berlin vaut bien celle de Moscou en tant qu'Internationale révolutionnaire, je dirai même qu'elle a une valeur autrement importante que celle de Moscou et que les éléments qui la composent l'ont prouvé.

Frossard, paraît-il, aurait fait de honnêtes propositions à Midol. Si cela est vrai — et je n'ai aucune raison de ne pas croire — que Midol — si cela est vrai, c'est que Frossard savait très bien à qui il s'adressait. On ne va pas d'un cœur léger au devant d'un résumé. Ce qui est inadmissible, c'est que Midol ait attendu que Frossard ait donné sa démission du poste de secrétaire général du Parti communiste pour en faire l'aveu. De toutes façons, cette révélation qui vient un peu tard nous apprend rien de nouveau. Nous sommes de répétier que si les partis politiques cherchent à placer leurs hommes à la tête des organisations ouvrières, c'est pour avoir l'ordre et la discipline. Sur ces organisations, Cet aveu tardif est bien sûr venu pour défendre les commissions syndicales et chez l'Assemblée mondiale.

Selon Midol, les commissions syndicales ne sont pas un danger pour le Syndicalisme. Pourquoi fait-il une telle affirmation ? Est-il membre du Parti Communiste ? Si oui, il me semble qu'il est mal à lui de prendre cette attitude. Nous avons vu Marie Guillot, Louise Heuchel, Cazals, se révolter et combattre courageusement pour l'autonomie syndicale. El s'il n'appartient pas au Parti, ou puise-t-il cette tranquillité ?

Quant à mettre sur le même pied Commission Syndicale du Parti Communiste et commissions « fonctionnant » dans un café à la veille d'une assemblée, il faut vraiment pour oser un tel assemblage ignorer tout des commissions syndicales. La réunion de quelques camarades se concernant avant ou pendant une assemblée générale n'obéissant qu'à eux-mêmes, n'ayant rien de commun avec les automates du Parti Communiste, ne peut faire aucun mal au syndicalisme. Les bolchevistes ont employé cette astuce assez longtemps, et s'ils l'ont rejetée, on en comprend facilement la raison. Il est impossible de la faire à la fois communiste et syndicaliste. C'est Moscou qui l'a dit. On s'est aperçu que le syndicalisme révolutionnaire était un sérieux concurrent et qu'en réaction révolutionnaire il pourrait supplanter le P.C. Voilà la raison pour laquelle on cherche à la briser.

Aussi viviez combien de naïve ou cynique que la question posée par Midol : « Mais quelle sanction prendraient les syndicats purs si un syndicat faisait dans son parti une révolte, n'intrérant pas le syndicat ? » Après ça, il n'y a plus qu'à se signer, croyez-nous. Pas encore, il nous donne, en terminant, un bon conseil : Pour éviter la subordination, il suffit d'être fort moralement. Moralement fort, les syndicalistes sont le point. Et comment ! les communistes ne peuvent pas en dire autant. Mais cela ne suffit pas pour faire de l'action. Il faut y ajouter le « nerf de la guerre », et Moscou la divine est généreuse pour ses enfants. Aussi, les « absorptionnistes » ont-ils à leur disposition journaux, tracts et orateurs.

Et les suivre, comme Midol, d'écrire : « Restons à l'Internationale Syndicale Rouge... Tenons compte de la REALITÉ REVOLUTIONNAIRE, même si cette réalité froisse le syndicalisme... français. »

P. LACCORD.

## Petite Correspondance

Flamand, du Syndicat des Métaux du Vimeu demande adresse de Lucien Pruvost.

Serais-tu heureux avoir nouvelles de Bonaïte, motocycliste à l'opéra, pour me procurer son adresse ? Ernest Mercel Lhomme, à la Ferme d'Hebey (Seine-et-Oise).

Chavarin demande adresse d'un camarade habitant Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées). Pour renseignements, écrire 43, chemin Debourg.

Camarade ayant 2 ou 3 jours disponibles par semaine ferait n'importe quel travail manuel. Offres à Laporthe, au *Libertaire*.

## Un patron communiste briseur de grèves

## Dans les Métaux

### Le Syndicat des Métaux de Lyon se débarrasse des Politiciens

Depuis si longtemps que l'on cherche à nous montrer la supériorité révolutionnaire d'un parti sur les syndicats, il est fort légitime que nous présentions aujourd'hui un exemple de cette suprématie.

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Le fait dont nous nous servirons pour démontrer que le syndicalisme peut mieux n'importe quel parti, mettre en application le concept révolutionnaire de la lutte des classes, n'est qu'un simple fait, un cas particulier, dont nous nous garderons bien de tirer des conclusions générales.

C'est ce qui vient de se passer à Lyon.

Il y avait nouvelle assemblée le vendredi 3 août, afin d'entendre le compte rendu du délégué communiste au Congrès national, et pour discuter sur le Congrès de l'U. D. du 5 août.

Un parti groupe des individus de même idée et de même conception sociales, liés ensemble par une doctrine et des principes généraux, tandis que le syndicalisme offre l'avantage de réunir des hommes ayant les mêmes intérêts et aspirations de classe.

Elle, comme à l'époque féroce matérialiste où nous vivons, l'intérêt prédomine toutes les idées, il est naturel et logique que la solidarité de classe, base de tout mouvement prolétarien et principal moteur de la révolution, puisse mieux s'affirmer dans le syndicalisme qu'au sein d'un parti.

Nous allons brièvement relater un fait récent qui, encore une fois, dévoile les dangers d'une révolution conduite par une organisation politique, c'est-à-dire par des hommes dont les intérêts s'opposent parfois irréductiblement entre eux.

Lors de la grève générale du Bâtiment

du 20 juillet dernier, trois ouvriers peintres syndiqués travaillant pour le compte d'un patron, membre de la section communiste de Saint-Denis, dans une usine de la Plaine, ayant suivi l'ordre de grève de leur organisation, furent rapidement remplacés à leur travail par deux ouvriers non syndiqués au service du même patron. Le lendemain, les trois grévistes, en venant reprendre leur travail, se virent refuser l'entrée du chantier par le directeur de l'usine.

Il ne leur restait plus qu'à se faire régler et à quitter cet entrepreneur qui, en tant que patron communiste, sait déjà appliquer sa dictature et son autorité de classe. Que n'importe ! qui, dit-il, a été obtenu ? Tous est, dit-il, une ingénierie du patron, membre du grand Parti des classes. Ces trois ouvriers, dont deux sont encore membres du Parti, ont obligé l'ordre à chasser ce « pur épropre » qui, sous l'étiquette communiste, se voulait défendre ses intérêts de classe, avaient envoyé un article à l'*Emancipation*, journal mi-communiste, mi-syndicaliste.

Cet article n'avait pas paru, car les partisans de la dictature, à Saint-Denis, n'avaient pas les polémiques d'idées qui pourraient porter atteinte à leur prestige, l'un des trois ouvriers qui avaient quitté le Parti au lendemain du 1<sup>er</sup> Mai, a jugé utile d'enlever ces lignes au *Libertaire*, et sous sa seule signature.

Comme toujours, comme par le passé, on veut, à Saint-Denis, passer l'éponge sur ce fait qui est un véritable scandale et qui porte une sévère entorse à la « vérité communiste ».

Mais les travailleurs de la région ne l'oublieront pas que des hommes continuent au nom du prolétariat et de la lutte des classes, à se moquer d'eux impunément. Il faut que tous les syndiqués, tous les révolutionnaires, sachent qu'il y a au sein du Parti Communiste, des hommes qui, à l'heure des batailles de classes et des revendications ouvrières, jouent le rôle de briseurs de grèves.

Car il n'y a pas d'autre qualificatif à employer pour juger un tel acte accompli par un entrepreneur communiste.

Et puis, en dévoilant ce fait à l'opinion, c'est le seul moyen d'obliger le Parti à chasser ceux de ses membres qui n'ont d'autre but que celui de se servir des travailleurs pour faire leur début, leur petit bout de chemin dans la vie, car en ne faisant pas il s'en montrera complice.

Nous attendons maintenant les résultats de cet acte révolutionnaire, fermement persuadés que pour le bon renom du Communisme à Saint-Denis, ses représentants n'hésiteront pas à jeter par-dessus bord ceux qui commencent à devenir par trop compromettants.

Le moins que cette histoire trouve son dénouement par un petit blâme et une embrassade générale ! Il n'y a là rien d'improbable. Quoi qu'il en soit, cet acte de classe qui vient de se dérouler entre patron et ouvriers communistes, prouve mieux que toute théorie, l'antagonisme profond qui existe entre exploitation et exploitation, même réalisée par les mêmes idées ; et une révolution qui ne détruirait pas toutes les formes de l'exploitation et de l'autorité, serait une aurore éphémère, une pauvre lucarne qu'enclouerait aussitôt, la mort.

Pour les multitudes d'escravages, broyées par le machinisme et le progrès modernes, le salut est dans l'organisation de classe ; et l'organisation de classe du prolétariat c'est le syndicalisme.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité. La situation est excellente. Il y a 93 syndicats à l'U.D., sur lesquels 76 sont représentés au Congrès, disposant de 95 voix.

Le séance du matin se termine par une intéressante discussion sur le rapport moral du bureau et de la C.E. de l'U.D., qui, on le sait, représentent la tradition syndicaliste de l'indépendance et de l'autonomie. Il est convenu de parer à l'autre.

Le rapport moral comprend toute l'action de l'U.D., administrative, morale et sociale, depuis le dernier congrès départemental jusqu'au C.C.N. du juillet 1923. L'intervention de Leclair à ce C.C.N. sera réservée pour l'ordre 71 voix pour et 18 contre.

La séance de l'après-midi commence par l'adoption du rapport sur le cercle syndicaliste, et par l'audition d'un délégué des Jeunes communistes.

Puis c'est le gros morceau, l'orientation syndicale. Leclair, secrétaire de l'U.D., rend compte de son mandat au C.C.N. et donne des détails sur son intervention à propos du congrès extraordinaire. Chaque tendance désigne trois orateurs. Les communistes ont choisi : Sellier, Soudav et Guyon ; les syndicalistes ont pris : Ruault, Argence, Fourcade. Chaque tendance alterne à la tribune.

Ensuite, Dudilieu déclare qu'il est venu défendre le point de vue de la majorité confédérale qui est celui de la minorité de Rhône. L'inverse est fait par Brotchoux.

Le vote donne 65 voix à la motion syndicaliste, 24 voix à la motion de Guyon.

De mémoire de « gars », pareille majorité syndicale ne s'était vue depuis longtemps. C'est la défaite complète des partisans de l'entreprise politique. Puisse la leçon leur servir et leur faire comprendre qu'ils doivent œuvrer au syndicat en travaillant et non en créant des mots d'ordre.

A signaler la présence au congrès du camarade Monier de la Fédération du Bâtiment, délégué des tailleurs de pierre de Lyon.

La victoire syndicaliste du Rhône est de

## Dans les Métaux

### Le Syndicat des Métaux de Lyon se débarrasse des Politiciens

bon augure pour le congrès de Limoges, à condition que tous les défenseurs du syndicalisme s'unissent et agissent vigoureusement.

A noter que le congrès de Lyon fut d'une belle tenue, et que les politiciens furent rossés avec élégance, sans qu'ils puissent se poser en victimes.

Il suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théoriquement de la lutte des classes, et ensuite, « de se dégager des devoirs que cette formule impose dans les circonsances où celle-ci entre en pratique ».

Il ne suffit pas, en effet, à un parti, pour être révolutionnaire et prolétarien, de se réclamer théor